

<https://divergences.be/spip.php?article4410>



Un chemin vers la cogouvernance et le renouveau démocratique

- Aujourd'hui - 2026 - Janvier 2026 -

Date de mise en ligne : dimanche 28 décembre 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [The Forge](#)

5 décembre 2025

Un modèle hybride d'assemblées pourrait être la clé pour attirer un grand nombre de personnes dans le processus de forger un nouveau monde et de gouverner celui que nous avons.

[Passer au contenu principal](#)

[Faire un don](#) [S'inscrire pour recevoir des courriels](#)

23 mars 2023

[Pouvoirs compensatoires](#) | [Construire une démocratie ascendante grâce à la cogouvernance](#)

Ben Palmquist

[Partager](#)

[Imprimer cet article](#)

Les mouvements populaires remettent en question le pouvoir oligarchique et proposent une vision puissante d'une démocratie politique et économique solide pour le remplacer, mais notre pouvoir reste jusqu'à présent marginal et nous sommes loin d'être prêts à gouverner. Pour construire et exercer un pouvoir de masse, nous devons apporter des avantages réels à la population grâce à une gouvernance équitable, participative et efficace qui améliore concrètement la vie des gens. Cela nécessite de lier l'organisation de masse non seulement à la défense des politiques, mais aussi au travail long et difficile de construction de muscles et d'institutions démocratiques à partir de la base.

La cogouvernance, dans laquelle les organisations communautaires ou syndicales établissent des relations authentiques de partage du pouvoir avec les entités gouvernementales, peut être difficile et frustrante. Mais lorsqu'elle est associée à d'autres stratégies de renforcement du pouvoir populaire et qu'elle est spécialement conçue pour promouvoir l'équité et renforcer le pouvoir communautaire indépendant, elle offre de réelles possibilités d'apporter des changements transformateurs.

La cogouvernance décrit toute une série de modèles et existe déjà sous diverses formes, certaines plus fortes, d'autres plus faibles, à travers le pays. Elle comprend des modèles tels que la budgétisation participative, qui crée un espace pour la démocratie directe par les résidents locaux, et les commissions de redécoupage électoral, dans lesquelles des groupes de citoyens représentatifs sur le plan démographique ont redessiné les circonscriptions législatives en Californie, au Michigan et dans d'autres États. Elle peut être intégrée au processus législatif pour éclairer les programmes politiques, la législation et les budgets publics, mais elle est le plus souvent conçue pour amener les groupes communautaires à collaborer avec des agences administratives telles que les départements de la santé, de l'éducation et du travail.

Si les élections et les personnalités politiques de premier plan captent généralement l'attention du public, c'est dans les agences administratives que se déroule le véritable travail de gouvernance, et les oligarques le savent bien. Les oligarques structurent en grande partie les politiques publiques et notre économie en exerçant leur pouvoir dans le domaine obscur et byzantin de la gouvernance administrative, à travers lequel les agences publiques et les pouvoirs

privés délégués, tels que les entrepreneurs et les industries censées s'autoréguler, façonnent les règles, les réglementations, les programmes publics, les dépenses publiques et leur application.

Cette approche extrêmement déséquilibrée de la gouvernance donne beaucoup plus de pouvoir aux entités privées telles que les employeurs, les propriétaires, les promoteurs immobiliers et les banques qu'aux travailleurs, aux locataires, aux résidents, aux patients, aux débiteurs et aux familles. Elle a également rendu les gens méfiants à l'égard du gouvernement et des autres institutions et cyniques quant aux perspectives de changement. Pourtant, si nos mouvements parviennent à trouver le moyen d'exercer leur pouvoir dans la gouvernance administrative, nous pourrions ouvrir des possibilités d'organisation et apporter de réels avantages à notre base, affaiblir nos adversaires et transférer progressivement le pouvoir de gouvernance des oligarques vers les citoyens ordinaires grâce à ce qu'André Gorz appelait les « réformes non réformistes » et Erik Olin Wright « l'érosion du capitalisme ».

Je soutiens que la co-gouvernance est un complément nécessaire à l'organisation de masse, à l'organisation électorale et à d'autres stratégies s'inscrivant dans une approche plus large, interne et externe, de la construction d'un pouvoir transformateur. Lorsqu'elle est bien mise en œuvre, avec un engagement réel en faveur de l'équité et du renforcement du pouvoir communautaire, elle aide le gouvernement à répondre aux besoins de la population, ouvre des opportunités clés de renforcement de la base et de développement du leadership pour les organisations de terrain autour de revendications politiques réalisables qui touchent la vie des gens, et évolue vers des formes de prise de décision plus participatives, équitables, pluralistes et responsables.

Les organisateurs peuvent hésiter, car beaucoup d'entre nous ont vu des modèles faibles et inefficaces, tels que les groupes de travail consultatifs et les « partenariats public-privé », qui offrent une participation communautaire symbolique tout en cooptant les ressources, en démobilisant les mouvements et en fournissant une couverture politique à la recherche de profits privés. Mais lorsque la co-gouvernance est conçue et mise en œuvre efficacement pour mettre l'accent sur l'équité et le renforcement du pouvoir communautaire, elle peut institutionnaliser, même à titre provisoire, un leadership solide, authentique et responsable, et aider les organisateurs à renforcer leur pouvoir.

Comme je l'ai récemment détaillé dans un rapport que j'ai co-rédigé avec Partners for Dignity & Rights et Race Forward, les assemblées populaires à Jackson, dans le Mississippi, la justice réparatrice à Paterson, dans le New Jersey, et la co-application centrée sur les travailleurs à San Francisco, en Californie, illustrent le potentiel transformateur de la co-gouvernance.

Assemblées populaires à Jackson

Les assemblées populaires sont des espaces dans lesquels les membres de la communauté se réunissent pour identifier les défis communs et imaginer collectivement des solutions politiques et structurelles. Elles sont ancrées dans les traditions culturelles du monde entier et prennent forme dans le sud-est des États-Unis grâce à la Southern Movement Assembly.

À Jackson, dans le Mississippi, les assemblées populaires ne relèvent ni du gouvernement ni d'une organisation particulière. Elles fonctionnent plutôt comme un espace autonome dont la responsabilité est assumée par plusieurs organisations et auquel le gouvernement et les organisations communautaires doivent rendre des comptes. Le People's Advocacy Institute a collaboré avec le Malcolm X Grassroots Movement (MXGM), la Mississippi Poor People's Campaign et One Voice Mississippi pour organiser des assemblées populaires qui ont donné des résultats impressionnants. Au cours des cinq dernières années, leurs assemblées ont attiré au total 31 000 personnes.

Les participants résidents ont donné la priorité à des questions telles que la sécurité publique et les infrastructures délabrées, et ont orienté les dirigeants municipaux vers des solutions politiques concrètes. En 2013, les participants

ont adopté une résolution visant à augmenter la taxe de vente de la ville de 1 % afin de commencer à remédier à l'état de délabrement des routes et des canalisations d'eau de Jackson. Le maire nouvellement élu, Chokwe Lumumba, a présenté la résolution au conseil municipal et, l'année suivante, 90 % des électeurs ont approuvé l'augmentation de la taxe sur les ventes. Plus récemment, en 2018, le People's Advocacy Institute et ses alliés ont organisé une assemblée sur la sécurité communautaire et la violence. Les membres se sont concentrés sur la nécessité d'une prévention holistique de la criminalité plutôt que sur une augmentation réflexive du budget de la police. La campagne #FundCommunities est née de cette assemblée et a réussi à convaincre le maire et le conseil municipal de reconnaître la nécessité d'un bureau de prévention de la violence, de renoncer à l'augmentation du budget de la police et de réaffecter 750 000 dollars au financement d'organisations communautaires chargées de mener des programmes de sécurité.

Cependant, l'influence des assemblées sur le gouvernement reste jusqu'à présent limitée. L'année dernière, la taxe sur les ventes n'avait rapporté que 11 millions de dollars, ce qui est loin des milliards de dollars nécessaires pour résoudre correctement la crise de l'eau dans la ville. Et avec un maire moins favorable que Chokwe Antar Lumumba (maire actuel et fils de l'ancien Lumumba), les résolutions des assemblées ne bénéficieraient pas de la même attention qu'aujourd'hui. Les assemblées locales n'ont pas réussi à imposer des changements dans la politique raciste et antidémocratique de l'État du Mississippi. Des années de négligence de l'État envers les infrastructures de Jackson, ville à majorité noire, n'ont pas permis de garantir aux habitants une eau potable propre, ce qui a conduit à des avis répétés de faire bouillir l'eau ces dernières années et à la fermeture d'écoles en janvier 2023. Aujourd'hui, les législateurs de l'État, en grande majorité blancs, menacent de dicter à la ville la manière dont elle peut dépenser ses propres fonds et, plus alarmant encore, tentent d'étendre les forces de police et le système judiciaire de l'État afin de contrôler les habitants de Jackson sans aucune autorité démocratique locale ni obligation de rendre des comptes.

Les assemblées populaires ne sont donc pas une panacée : nous devons lutter contre les politiques racistes, exclusives et antidémocratiques dans le Mississippi et partout ailleurs, et nous avons besoin d'un renforcement massif et multiracial du pouvoir, depuis les quartiers jusqu'au niveau international. Pourtant, en tant qu'espaces autonomes, cohérents et récurrents, axés explicitement sur la participation équitable, les politiques justes et le renforcement du pouvoir, les assemblées populaires peuvent contribuer à renforcer la communauté tant sur le plan de l'organisation que de la gouvernance. Elles développent les relations et la confiance entre les membres de la communauté, redéfinissent l'agenda public et renforcent la conviction des gens que le changement est possible grâce à l'action collective.

Justice réparatrice à Paterson

Il y a plusieurs années, dans le district scolaire de Paterson, dans le New Jersey, les élèves, les parents et les tuteurs étaient confrontés à un système disciplinaire incontrôlable qui suspendait jusqu'à 70 % des enfants chaque année, les poussant à quitter l'école et parfois à entrer dans le circuit scolaire-prison. Selon le code du district, il y avait vingt-sept raisons pour lesquelles un élève pouvait être suspendu.

Deux organisations communautaires, le Paterson Education Fund (PEF) et le Parent Education Organizing Council (PEOC) ont la première étant un groupe de défense qui s'attachait à établir des relations avec les représentants des écoles et la seconde un groupe externe de parents qui menait des actions directes et « frappait fort » lorsque cela était nécessaire ont travaillé depuis des années pour instaurer la justice éducative dans le district. Grâce à ce qu'ils appellent « une pression douce appliquée sans relâche », le PEF et le PEOC ont remporté un succès extraordinaire en changeant à la fois la politique et la culture en matière de discipline dans le district scolaire, notamment en obtenant du surintendant qu'il s'engage à mettre en place des pratiques réparatrices dans toutes les écoles du district d'ici juin 2023.

Alors que le PEOC n'hésitait jamais à se battre lorsque cela servait la cause, le PEF s'est concentré sur l'établissement de relations avec le directeur du district ainsi qu'avec d'innombrables directeurs d'école, responsables de la discipline et enseignants. Ils ont entrepris une cartographie du pouvoir afin d'évaluer à qui ils devaient s'adresser dans le district et qui serait le plus réceptif, et ils ont organisé d'innombrables déjeuners, dîners et réunions au cours desquels ils ont poussé au changement, n'acceptant jamais un « non » comme réponse, mais sans jamais laisser les relations devenir inutilement antagonistes. La PEF a commencé par convaincre un directeur d'école, puis ils ont travaillé ensemble pour mettre en œuvre la justice réparatrice dans cette première école, en ont démontré le succès et se sont développés à partir de là. Au fil du temps, ils ont formé de plus en plus d'administrateurs, d'enseignants et de membres de la communauté à l'animation de cercles de justice réparatrice, et ils ont mis à profit la confiance qu'ils ont établie au fil des ans pour créer un processus décisionnel plus collaboratif entre la communauté et le district scolaire.

À bien des égards, le travail du PEF pour transformer la discipline scolaire à Paterson est tout simplement une bonne et intelligente action de sensibilisation et d'organisation. Mais au fil des ans, les membres du PEF ont commencé à établir une relation de cogouvernance avec le district scolaire. Ils forment les enseignants et les administrateurs scolaires aux pratiques de justice réparatrice, siègent au sein de l'équipe chargée des installations du district, de l'équipe de recherche, du groupe de travail disciplinaire et du groupe de travail sur l'assiduité, et ont conclu des protocoles d'accord (MOU) avec deux écoles du district.

Tous les districts scolaires ou organismes publics ne sont pas aussi réceptifs. Mais grâce à une approche stratégique interne-externe menée depuis des années, le PEF et le PEOC ont réussi à transformer à la fois les politiques et la culture du district, en utilisant leur expertise pour s'assurer un rôle officiel dans l'élaboration et la direction de la mise en œuvre de la justice réparatrice à l'échelle du district à Paterson.

Co-application centrée sur les travailleurs à San Francisco

Les travailleurs immigrés à bas salaire sont victimes de vols de salaire et d'autres abus de la part de leurs employeurs, mais leurs droits sont mal protégés par le système juridique. Grâce à deux décennies de travail, la Chinese Progressive Association (CPA) de San Francisco a obtenu des lois d'application, des procédures judiciaires et des relations de travail solides, centrées sur les travailleurs, avec la ville et l'État, qui permettent aux travailleurs immigrés à bas salaire de faire valoir leurs droits du travail dans les restaurants et autres secteurs en Californie. Ce modèle de co-application combine les pouvoirs juridiques des organismes publics pour faire respecter les droits des travailleurs avec la capacité des organisations communautaires à instaurer la confiance parmi les travailleurs à bas salaire qui craignent de perdre leur emploi, à éduquer et à organiser ces travailleurs, à documenter les violations de la loi et à porter les affaires devant les autorités pour qu'elles soient appliquées. Les deux parties apportent des atouts complémentaires qui, ensemble, permettent à la co-application de la loi de réussir là où l'application traditionnelle échoue. Ce modèle a connu un tel succès que l'État de Californie est en train de l'adapter et de l'adopter, tout comme Minneapolis, Chicago, Seattle, New York, Los Angeles et le comté de Santa Clara en Californie.

La CPA et ses alliés ont utilisé de multiples stratégies pendant de nombreuses années pour mettre en place le solide système de co-application de la loi dont bénéficient aujourd'hui San Francisco et la Californie. Au début des années 2000, la CPA a établi un partenariat étroit avec l'Asian Law Caucus et a stratégiquement contesté certaines entreprises, d'abord dans l'industrie textile, puis dans la restauration, afin d'organiser les travailleurs, de mettre en évidence les abus des employeurs et de révéler les défaillances du système juridique existant. Parallèlement, ils ont coorganisé de puissantes coalitions politiques progressistes représentant les travailleurs et les personnes de couleur (San Francisco Workers Rights Community Collaborative, Progressive Workers Alliance, San Francisco Rising et Jobs With Justice) afin de faire adopter une série de propositions, d'ordonnances et de mesures budgétaires visant à accroître la pression en renforçant la capacité des agences municipales et étatiques chargées de l'application de la loi à poursuivre les entreprises qui volent les salaires de leurs employés. Ils ont fait adopter la proposition L visant à

augmenter le salaire minimum à San Francisco, en mettant en place un mécanisme permettant de récupérer les salaires même après que les propriétaires aient déposé le bilan. Et lorsqu'ils ont fait adopter une ordonnance visant à créer un programme de co-application à San Francisco, ils ont structuré ce programme de manière à ce que la ville passe un contrat avec des groupes communautaires pour aider à sa mise en œuvre. Ils ont ensuite remporté ce contrat ensemble et, dans les années qui ont suivi, ont obtenu un financement supplémentaire de la ville pour le programme.

Parallèlement, la CPA a gagné la confiance de sa communauté, en travaillant en étroite collaboration avec les employés de restaurant qui craignaient de mettre en péril leur gagne-pain en dénonçant leurs employeurs, tout en modifiant les normes de la communauté chinoise de San Francisco en matière de vol salarial et en renforçant le soutien politique aux travailleurs. Dans le même temps, elle a noué des relations avec les entités gouvernementales et s'est engagée dans les détails de la gouvernance. Les gens sont le gouvernement, souligne CPA : il ne s'agit pas d'opposer le peuple au gouvernement, mais nous devons nous organiser pour exercer le pouvoir populaire. CPA a développé des partenariats avec le Bureau municipal chargé de l'application des normes du travail (OLSE) et a augmenté le budget, les effectifs et les pouvoirs de cet organisme, mettant en place un programme légalement mandaté et financé dans le cadre duquel la ville a engagé CPA et d'autres organisations pour mobiliser et éduquer les travailleurs, et documenter et signaler les violations du droit du travail.

En nouant sans relâche des relations avec le personnel municipal et étatique et les élus, tout en organisant les travailleurs, les campagnes des employés, les stratégies médiatiques et les manifestations pour maintenir la pression lorsque les agences gouvernementales traînaient les pieds, la CPA et ses alliés ont transformé la culture autour du vol salarial et de l'abus des travailleurs et ont créé un nouveau modèle de co-application entre les travailleurs, les groupes communautaires et le gouvernement.

Leçons apprises et défis à relever

Les modèles de co-gouvernance tels que ceux de Jackson, Paterson et San Francisco combinent les atouts uniques du gouvernement et des organisations populaires, apportant des avantages tangibles dans la vie des gens qu'aucune des deux parties ne pourrait offrir à elle seule, tout en permettant aux organisations communautaires de développer leur savoir-faire et leur pouvoir. Nous avons besoin d'une co-gouvernance équitable et renforçant le pouvoir dans chaque localité, à tous les niveaux du gouvernement, s'étendant à l'emploi, aux soins de santé, à l'éducation, à la philanthropie et à d'autres secteurs privés.

Malheureusement, les modèles de co-gouvernance efficaces restent trop rares et les efforts peuvent facilement échouer. Mon expérience directe et, surtout, ce que j'ai appris des organisateurs et des membres du gouvernement m'ont permis de tirer plusieurs leçons importantes pour les organisations communautaires et syndicales qui s'efforcent de concevoir et de mettre en place des stratégies de défense et d'organisation internes et externes, ainsi qu'une co-gouvernance efficace.

Stratégies de co-gouvernance interne-externe

Les approches internes et externes du changement sont courantes dans le plaidoyer politique traditionnel. Ce qui distingue la co-gouvernance interne et externe, c'est qu'elle ne se concentre pas uniquement sur l'obtention d'une loi ou d'une réglementation donnée, mais aussi sur la transformation du processus et de la culture de gouvernance afin de modifier qui détient le pouvoir à chaque étape du processus politique et quels objectifs, valeurs, normes, règles et procédures façonnent l'ensemble. Lorsque cela réussit, cela contribue à créer des conditions plus équitables pour la prochaine lutte politique.

L'approche interne est axée sur l'établissement de relations avec les élus, les dirigeants d'agences et le personnel de base des agences. Tout comme le People's Advocacy Institute a établi des liens étroits avec le maire et les conseillers municipaux de Jackson et que le Paterson Education Fund a travaillé en étroite collaboration avec les surintendants, les directeurs et les enseignants, une co-gouvernance réussie nécessite des relations interpersonnelles individuelles fondées sur la confiance, le respect mutuel et des objectifs communs. Dans ces deux cas, les organisateurs ont réussi à remodeler les processus d'élaboration des politiques et de discipline scolaire en fonction des besoins, des priorités, de la participation et du leadership des résidents et des étudiants.

L'établissement de relations doit toujours s'accompagner d'un renforcement indépendant du pouvoir communautaire. Pour organiser une base engagée et orientée vers le leadership, composée de membres, de partenaires stratégiques et de coalitions, le pouvoir narratif, un soutien communautaire et institutionnel plus large et la capacité électorale sont autant de stratégies importantes.

Le travail de la Chinese Progressive Association (CPA) illustre parfaitement la mise en œuvre de stratégies internes et externes. Pendant des années, elle a établi des relations de travail étroites avec le personnel du Bureau de l'application des normes du travail de San Francisco, puis avec le Bureau du commissaire au travail de Californie, qui ont joué un rôle déterminant dans la capacité de la CPA à porter des affaires devant les départements et à collaborer à la sensibilisation des travailleurs et à l'application de la loi. Mais tout au long de ce processus, elle a simultanément renforcé le pouvoir électoral progressiste des communautés de couleur en co-organisant San Francisco Rising, la Progressive Workers' Alliance et une section de Jobs With Justice. Ensemble, ils ont élu de nouveaux superviseurs municipaux, fait adopter des initiatives référendaires et obtenu de nouvelles ordonnances et allocations budgétaires. Parallèlement, la CPA a mené des campagnes contre des employeurs spécifiques afin d'attirer l'attention des médias et de gagner le soutien du public, tout en développant le soutien politique de segments clés de la communauté chinoise locale, tels que les propriétaires de petites entreprises.

Structurer des modèles de cogouvernance efficaces et puissants

Les relations, la culture et la structure du pouvoir dans lesquelles s'inscrivent les modèles de cogouvernance ont une importance considérable pour leur capacité à promouvoir l'équité et à modifier les rapports de force. Plusieurs décisions en matière de conception institutionnelle peuvent contribuer à orienter la cogouvernance vers des résultats plus authentiques et plus efficaces.

Mettre en œuvre la co-gouvernance tout au long du processus politique : en général, lorsque le gouvernement mène une consultation publique, il limite le rôle de la communauté à la simple contribution et ne sollicite cette contribution qu'après que les détenteurs du pouvoir ont déjà fixé l'ordre du jour. Une fois les politiques adoptées, le gouvernement attribue rarement des rôles aux organisations communautaires et syndicales pour orienter la mise en œuvre de ces politiques ou pour les évaluer et les appliquer une fois qu'elles sont en place. Lorsque les organisations militantes souhaitent s'impliquer davantage dans les décisions politiques et leur mise en œuvre, elles doivent militer pour une participation significative et responsabilisée à toutes les étapes du processus, du début à la fin.

Donner la priorité à l'équité dans les processus et les résultats : afin d'éviter de reproduire les inégalités raciales, économiques, de genre, générationnelles et autres, la cogouvernance doit placer l'équité au centre des processus de gouvernance et des résultats. Les modèles de gouvernance participative, tels que les conseils scolaires et les processus locaux d'aménagement du territoire, ont trop souvent été accaparés par les propriétaires blancs et les promoteurs immobiliers puissants. La cogouvernance est plus efficace lorsqu'elle se concentre sur les besoins et le leadership des communautés les plus marginalisées, en partant de la base plutôt que du centre. Les groupes tels que les travailleurs immigrés à bas salaire, les élèves et parents noirs, les personnes incarcérées, les mères célibataires et les personnes handicapées sont constamment confrontés aux injustices les plus dures dans les

domaines du travail, de l'éducation, du logement, de l'application de la loi et dans d'autres secteurs, et ont donc une vision unique de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas.

Cultiver les capacités communautaires : pour éviter la tokenisation, la cooptation et d'autres écueils potentiels auxquels les organisations communautaires et syndicales sont confrontées lorsqu'elles travaillent avec le gouvernement, une co-gouvernance réussie doit être motivée par un engagement réel des élus et du personnel des agences en faveur d'un renforcement équitable et authentique du pouvoir communautaire. Les politiciens et les agences doivent reconnaître les communautés qui ne sont pas suffisamment desservies par les politiques publiques et soutenir et collaborer avec les organisations communautaires et syndicales dirigées par leurs membres dans ces communautés. Cet engagement politique est difficile à construire et à maintenir, mais il est essentiel. Parfois, comme à Paterson, la mise en place de ce soutien nécessite des années de relations et une « pression douce appliquée sans relâche », les organisateurs trouvant des alliés au sein du gouvernement et s'efforçant de les éduquer et de les faire évoluer au fil du temps. Dans d'autres cas, les organisateurs peuvent avoir besoin de travailler pour faire élire de nouvelles personnes à des fonctions publiques et les faire embaucher dans des organismes publics. La Chinese Progressive Association a poursuivi ces deux stratégies, en travaillant avec des alliés pour élire une nouvelle équipe de superviseurs municipaux et en faisant embaucher un membre du personnel parlant chinois par l'Office of Labor Standards Enforcement (Bureau de l'application des normes du travail).

Plaider en faveur des organisations dirigées par leurs membres : il existe un espace particulièrement important à l'intersection de la cogouvernance, de l'équité et du renforcement du pouvoir pour des modèles tels que les services publics gérés publiquement et l'application de la loi par les travailleurs, qui créent des rôles spéciaux pour les organisations communautaires et syndicales dirigées par leurs membres afin d'aider à remplir des fonctions que le gouvernement ne peut pas pleinement assumer seul. Les organisations dirigées par leurs membres sont parfaitement adaptées à des rôles tels que la participation des résidents locaux à l'évaluation et à la budgétisation des besoins de la communauté ou la documentation et la répression des violations de la loi par les employeurs, les propriétaires, les pollueurs ou d'autres pouvoirs privés. Mais elles devraient se voir attribuer plus de pouvoirs que la simple capacité de fournir des données aux détenteurs du pouvoir gouvernemental. Le gouvernement devrait ouvrir la définition des programmes, la prise de décision, le contrôle et l'application de la loi aux organisations dirigées par leurs membres qui représentent les communautés dont les besoins et les droits ne sont pas satisfaits par les processus traditionnels de politique publique.

Intégrer des leviers juridiques pour l'organisation : la cogouvernance peut être conçue pour intégrer ce que Hollie Russon Gilman et K. Sabeel Rahman appellent des « leviers institutionnels », tels que l'évaluation des besoins communautaires, les processus budgétaires et les mécanismes d'application de la loi qui fournissent des objectifs et des outils pour l'organisation et aident ainsi les organisateurs à construire leur base et leur capacité à exercer leur pouvoir au fil du temps. Ces types de leviers peuvent créer une multitude d'opportunités pour la construction d'une base et le développement du leadership. Les pouvoirs d'application de la loi, le programme de co-application et les allocations budgétaires que la CPA et ses alliés ont intégrés dans les propositions de vote et les ordonnances en sont de parfaits exemples.

Rendre la cogouvernance applicable : un changement de politique n'est pas une victoire s'il n'est pas appliqué. Les politiques doivent énoncer des principes, des objectifs et des résultats mesurables clairs, être adaptées à des conditions spécifiques et veiller à traiter les violations les plus graves. Elles doivent inclure des sanctions juridiques, politiques ou économiques en cas de violation, telles que des amendes ou la perte de contrats gouvernementaux ou de licences commerciales, et elles doivent donner aux personnes directement touchées par les violations juridiques les moyens de s'exprimer et d'engager des poursuites sans crainte de représailles. En outre, elles doivent transformer non seulement les lois, mais aussi les cultures et les normes institutionnelles, afin de remodeler le comportement collectif des acteurs. Une application efficace n'est pas une structure institutionnelle fixe qui peut fonctionner en pilote automatique, mais plutôt un processus continu et adaptable qui nécessite un engagement constant.

Démocratiser la gouvernance privatisée : aux États-Unis, les pouvoirs privés tels que les banques, les employeurs et les entreprises de soins de santé ont toujours eu le pouvoir de prendre des décisions privées d'une importance publique considérable, qui déterminent quels besoins sont satisfaits et quels droits économiques sont refusés. Et depuis le tournant néolibéral des années 1980, les gouvernements fédéral, étatiques et locaux ont progressivement transféré de plus en plus de décisions d'importance publique aux entreprises et autres pouvoirs privés.

Là où le gouvernement a abdiqué ses responsabilités en déléguant à des pouvoirs privés tels que les employeurs, les promoteurs immobiliers et les compagnies d'assurance les décisions concernant le traitement des travailleurs, la construction de logements et les bénéficiaires des soins de santé, nous devons nous battre non seulement pour participer à la sphère de compétence du gouvernement, qui ne cesse de se réduire, mais aussi pour utiliser la co-gouvernance afin d'aider à élargir la sphère du contrôle public et démocratique.

Commencer modestement, mais voir grand : les efforts de cogouvernance à Jackson, Paterson et San Francisco n'ont pas commencé à l'échelle qu'ils ont aujourd'hui, et ils continuent d'évoluer et de se développer. Les dirigeants communautaires ont travaillé à la mise en œuvre de leurs plans en commençant modestement avec une assemblée, une école, un employeur et une proposition de loi sur le salaire minimum. Pour que la cogouvernance aboutisse finalement à des résultats concrets et significatifs, les dirigeants politiques et les organismes publics doivent fournir un financement, des pouvoirs, du personnel, une formation du personnel et un soutien politique adéquats aux processus de cogouvernance. Mais la mise en place de ce type de soutien politique prend du temps, souvent en développant une relation, une victoire et un projet de démonstration à la fois. Institutionnaliser les engagements en faveur de la cogouvernance dans la loi et la culture de la gouvernance et les intensifier au fil du temps peut, comme à Jackson, Paterson et San Francisco, contribuer à ouvrir la voie à une série de réformes non réformistes qui transfèrent progressivement le pouvoir, renforcent les capacités communautaires et commencent à transformer la gouvernance.

La gouvernance administrative est peut-être moins spectaculaire que la politique électorale, mais c'est là que se prennent des décisions cruciales, telles que la manière d'évaluer les besoins de la communauté, de collecter et de dépenser les fonds publics, et de réglementer les employeurs et les propriétaires. Elle revêt donc une importance vitale dans la vie des gens et constitue un terrain potentiellement fertile pour l'organisation. En tandem avec l'organisation de masse, l'organisation électorale et le plaidoyer, la co-gouvernance offre un autre terrain sur lequel les organisations militantes peuvent exercer une pression sur le gouvernement et les pouvoirs privés dans le cadre d'une stratégie interne-externe plus large. Elle les complète en ouvrant d'importants fronts de construction de bases et de lutte et contribue à préparer nos mouvements, secteur par secteur et membre par membre, à passer de la formulation de revendications à la gestion collective de nos écoles, lieux de travail, hôpitaux et gouvernements.

Ben Palmquist dirige le projet New Social Contract (Nouveau contrat social) chez Partners for Dignity & Rights et est coauteur du récent rapport « Co-Governing Toward Multiracial Democracy » (Cogouverner vers une démocratie multiraciale).

Partager

À propos de Ben Palmquist

Ben Palmquist (@benpalmquist) est directeur de programme chez Partners for Dignity & Rights, où il dirige le projet New Social Contract et soutient la création de mouvements populaires en faveur d'une démocratie économique et politique multiraciale.

Devenez donateur régulier de The Forge !

The Forge est construit par et pour les organisateurs. Bien que nous ayons réuni un peu d'argent pour démarrer la construction du site, cette publication et cette communauté ne seront aussi fortes que si nous les rendons fortes ensemble.

Cliquez ci-dessous pour devenir donateur régulier. Lorsque nous aurons des goodies sympas, vous serez les premiers servis !

[Faire un don](#)

[Recevez les derniers articles dans votre boîte mail.](#)

[Prénom](#)

[Nom](#)

[Code postal](#)

[E-mail](#)

[Téléphone portable \(facultatif\)](#)

En soumettant votre numéro de téléphone portable, vous acceptez de recevoir des SMS périodiques de la part du CPD et du CPDA. Des frais de messagerie et de données peuvent s'appliquer. Envoyez HELP au 25463 pour plus d'informations. Envoyez STOP au 25463 pour ne plus recevoir de messages. L'opérateur n'est pas responsable des messages retardés ou non livrés.

[Accueil](#) [À propos des enjeux](#) [Articles Directives de soumission](#) [Faire un don](#) [Contactez-nous](#) [Abonnés](#)

© Copyright 2025

[Politique de confidentialité](#)

Post-scriptum :

Ben est stratège et consultant en mouvement. Il collabore avec des organisations communautaires et syndicales ainsi qu'avec des partenaires gouvernementaux pour aider à élaborer des stratégies, campagnes, politiques et mécanismes de gouvernance collaborative qui défendent les droits humains et donnent aux citoyens ordinaires un pouvoir authentique et équitable dans l'élaboration des politiques, la gouvernance et la supervision des pouvoirs gouvernementaux et privés.